

la cause du peuple



Pour un journal indépendant et révolutionnaire

N°54 AOÛT-SEPTEMBRE 2021

WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO



COMPRENDRE LA CRISE TRANSFORMER LE MONDE

Crise, crise, crise. Ce mot est sur toutes les bouches depuis que la pandémie de COVID a commencé. La crise est profondément ancrée dans ce système qui porte un nom : l'impérialisme. (p.2)



**TUNISIE : COVID-19 & LES
LIMITES DE LA « TRANSITION
DÉMOCRATIQUE »** (p.8)

**QU'EST-CE QUE
L'IMPÉRIALISME
ET POURQUOI EST-IL EN CRISE?**
(p.11)



**LA CRISE SANITAIRE
RENFORCE L'OPPRESSION
DES FEMMES** (p.17)

COMPRENDRE LA CRISE – TRANSFORMER LE MONDE

Crise, crise, crise. Quel que soit le site internet, le journal TV, le média que l'on consulte en ce moment, ce mot est sur toutes les bouches depuis que la pandémie de COVID a commencé. Une crise, c'est un moment de tension, d'instabilité. Lorsqu'un virus met à genoux toute notre société, il n'est pas étonnant de voir que ce mot est devenu à la mode : c'est la fameuse « crise sanitaire ».

Mais dans notre monde, la crise n'est pas nouvelle ! Nous vivons dans un régime capitaliste, où la crise est notre quotidien ces 40 dernières années. En 1987, 1990, 2008... on parlait déjà de « crise financière ». En 2011, les printemps arabes qui agitaient le monde étaient une « crise politique ». Bien d'autres exemples peuvent être trouvés à travers le monde. Bref, la crise est profondément ancrée dans ce système qui porte un nom : l'impérialisme.

Cette crise n'est pas particulière à un pays ou accidentelle. Lorsque nous serons débarrassés des effets du COVID sur nos sociétés, on ne retournera pas au « monde d'avant ».

Non, la crise est générale : elle montre toutes les limites d'une société où une élite bourgeoise cherche à maintenir son système pourrissant malgré tout. Car sur la base de cette crise de l'impérialisme se développent de nombreuses crises spécifiques, comme des branches sur un arbre. Crises politiques, comme au Sénégal, en Tunisie, au Mali, en Palestine, au Pérou, au Brésil, en Colombie, en Malaisie... Crises économiques et financières, comme le krach boursier de 2020 et la déferlante de chômage et de baisses de salaires depuis le début de la pandémie. Crises sociales, avec les revendications grandissantes des masses pour leurs droits et leurs luttes, comme avec le mouvement Black Lives Matter aux États-

Unis, les soulèvements historiques de Colombie ou la lutte des paysans pauvres du Brésil pour leur terre. Crises militaires, avec les conflits et guerres impérialistes qui se poursuivent, et les grandes puissances qui renforcent leurs armements dans une course effrénée. Crises environnementales, avec le dérèglement climatique qui se fait chaque été plus visible et désastreux. Et évidemment, comment ne pas mentionner la crise sanitaire, qui vient rendre encore plus visibles toutes les contradictions de notre société ?

Voilà pourquoi, dans ce numéro, nous aborderons quelques aspects de la crise actuelle ici, en France, et à travers le monde : Comment Macron utilise-t-il la crise ? Qu'est-ce que ça veut dire, « la crise de l'impérialisme » ? Que se passe-t-il en Tunisie ? Comment est-ce que la crise renforce l'exploitation des femmes à travers le monde ? Voilà quelques unes des questions qui trouveront leurs réponses dans les pages de cette édition de notre journal.

Malgré tout cela, la crise ne doit pas nous faire baisser la tête. Au contraire : c'est la perspective d'une opportunité qui s'ouvre pour le prolétariat et les peuples du monde entier. Tous les problèmes que nous avons cité plus haut, les masses à travers le globe luttent jour après jour pour les résoudre. La solution ne viendra jamais de Macron et de ses homologues bourgeois, qui nous disent simplement « Taisez-vous et faites nous confiance pour éteindre le feu que nous avons allumé ». Nous sommes donc optimistes : nous voyons en Asie, en Amérique, en Afrique, en Europe, partout, que les masses se mettent en mouvement pour enfin prendre leurs affaires en main. **Voilà la seule sortie de crise possible : la libération par la révolution pour détruire enfin la base matérielle de toutes les crises : l'impérialisme.**



BRÈVES DE LUTTE

A LA POSTE : UNE LONGUE LUTTE QUI DONNE L'EXEMPLE

Depuis le 27 mai, les facteurs de Gramat, dans le Lot, sont en grève. Leur combat : de nouvelles embauches et une amélioration des conditions de travail. En effet, les missions de La Poste sont exigeantes et les bras manquent, notamment dans les petites communes rurales comme Gramat et ses 3 500 habitants. La secrétaire départementale de la CGT FAPT 46, Virginie Long, a été convoquée début août à la gendarmerie à la suite d'une plainte. Celle-ci a été déposée par la direction à la suite de soi-disant « dégradations ». 80 personnes sont venues soutenir Virginie Long. Comme toujours, les employeurs se cachent derrière le bras armé de l'État bourgeois. Mais la détermination des grévistes n'est pas atteinte.

ALSACE : LA DÉLOCALISATION DE L'USINE KNORR MET 200 OUVRIER.E.S SUR LE CARREAU.

Mardi 10 août, la direction de Knorr a annoncé la fermeture définitive de l'entreprise, fin septembre de cette année. Elle produit des soupes industrielles et est basée à Duppigheim près de Strasbourg. Les manifestations et grèves des ouvrier.e.s n'auront pas suffi à maintenir la production sur le site. Comme consolation, Unilever,

propriétaire de Knorr propose 80 postes dans les usines Unilever partout en France. Mais qui est prêt à refaire sa vie à l'autre bout du pays ? Beaucoup d'ouvrier.e.s sont âgé.e.s et ont travaillé dans l'entreprise depuis leur jeunesse.

FINISTÈRE : CONFRONTATION ENTRE TRAVAILLEURS SANS-PAPIER ET PATRON VOYOU

Le 18 mai 2021, l'entreprise Aviland, spécialisée dans le ramassage de volailles, a été liquidée judiciairement. Le patron d'Aviland employait 26 ouvriers sans-papiers, qui n'étaient donc pas déclarés. Avec la fermeture de l'entreprise, ceux-ci n'ont rien à faire valoir et sont menacés par la répression. Ils se mobilisent depuis le début de l'année 2021 pour demander la requalification de leur contrat de travail afin d'obtenir des titres de séjour. Une confrontation avec l'ex-patron aura lieu en septembre. En janvier, un rassemblement de 250 personnes avait eu lieu à Morlaix.

AUBERVILLIERS : « JARDINER C'EST RÉSISTER »

Depuis des mois, une lutte intense anime les Jardins ouvriers de la ville d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. En effet, en vue des J.O. de 2024, un centre aquatique doit être construit à la place de ces emblématiques jardins, utilisés

pour nourrir des familles vivant à Aubervilliers depuis des décennies. La mairie de la ville et sa majorité de droite appuient corps et âme ce projet qui rentre dans la stratégie du « Grand Paris ». Plus de 500 personnes avaient manifesté en avril contre les plans de destruction des jardins. Aujourd'hui, un collectif de défense des jardins ouvriers d'Aubervilliers existe, et affiche régulièrement ses revendications sur les murs de la ville. L'écrivaine Faïza Guène a décidé récemment de se faire interviewer dans ces jardins pour populariser leur défense.

GROUPE CALCIA : LA GRÈVE SE PROLONGE ET S'ÉTEND

Nous vous en parlions en août sur notre site internet, la grève a commencé à la cimenterie Calcia d'Airvault, dans les Deux-Sèvres. Suite au licenciement abusif d'un ouvrier, ses collègues ont décidé de se mobiliser, dans ce site où la direction cherche à virer massivement pour restructurer l'activité sans rien devoir à celles et ceux qui travaillent sur place. Dans l'usine Calcia de Beaucaire, dans le Gard, les travailleuses et travailleurs ont également décidé de se mettre en grève et de poursuivre le mouvement en lien avec Airvault. Pourtant, plus de 600km séparent les deux villes ! Cette démonstration de solidarité ouvrière a de quoi faire trembler les patrons de Calcia.



DÉCRYPTAGE : LA COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS SUR LES VACCINS

Voilà plus de six mois que la vaccination contre le COVID-19 a commencé en France. Plus de la moitié de la population est totalement vaccinée depuis le début du mois d'août. De grandes divisions existent entre le nord et le sud du pays, entre la métropole et les Antilles, la Guyane ou la Réunion, entre les campagnes et les villes, entre la vaccination de la bourgeoisie et celle du prolétariat.

Le gouvernement français et Emmanuel Macron ont déployé une grande communication médiatique à propos du vaccin. Mais cette opération de com' tombe à côté de la plaque et ne conduit pas à une meilleure couverture vaccinale. Pourtant, à l'heure actuelle, c'est le vaccin qui est bien la protection la plus sûre contre la pandémie. La Cause du Peuple est favorable à la vaccination et invite ses lectrices et lecteurs à se faire vacciner. Nous allons décrypter dans cet article plusieurs exemples de la stratégie vaccinale du gouvernement français, et expliquer pourquoi celle-ci démontre le point de vue bourgeois du gouvernement à ce sujet et son incapacité à convaincre de la nécessité de la vaccination.

D'OU VIENT LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE MACRON AUTOUR DU VACCIN ?

Macron et ses ministres ont adopté une stratégie qui mise tout sur la vaccination. Malgré tout, dès le début, le gouvernement a annoncé qu'il ne rendrait pas cette vaccination « obligatoire », afin de privilégier la « responsabilité individuelle ». Cette méthode de communication est censée apaiser les peurs autour d'une vaccination imposée. Au printemps, le gouvernement avait même voulu organiser un débat entre « pro-vax » et « anti-vax ». Pourtant, avec la mise en place du Pass Sanitaire, c'est le spectre de la vaccination obligatoire qui revient sur le devant de la scène. Au fond, la bourgeoisie n'a pas grand-chose à faire de la santé et du bien être général : son principal mot d'ordre reste le maintien à flot de l'économie capitaliste et de ses profits, qui ne peuvent pas être mis à mal longtemps. Ainsi, Bruno Le Maire, ministre de l'économie, a annoncé la fin du « quoi qu'il en coûte » du gouvernement lors de la rentrée du MEDEF, le fameux trust patronal. L'État siffle la fin de la partie, le retour à la normale pour l'économie est voulu maintenant et tout de suite, malgré la pandémie.

Le gouvernement français joue donc aux pompiers pyromanes avec sa communication sur la pandémie. Il a fait partie des pays qui ont crié au scandale et restreint l'accès au vaccin britannique AstraZeneca (en partie à cause de problèmes commerciaux) dont les doses sont désormais toutes dirigées vers le programme international Covax pour les pays opprimés. Pourtant, Macron veut en même temps rassurer sur le vaccin. Tout cela après avoir attisé une peur qui n'avait pas lieu d'être. C'est la même situation

qu'en 2020 à propos des masques de protection : tantôt inutiles, tantôt nécessaires, le gouvernement français change d'avis comme de chemise. Il est à noter que dans ces deux cas, masques comme vaccins, l'absence de production française au début de la pandémie (le grand groupe Sanofi est encore en train de développer son vaccin) a été instrumentalisée par l'impérialisme français pour justifier le manque de confiance envers les produits « étrangers ».

Mais aujourd'hui, Macron se veut rassurant. Comment s'y prend-il ? Au cours du mois d'août, on a pu voir passer le président sur Instagram et Tik Tok pour « répondre aux questions ». Une belle opération de communication : Macron en T-shirt, l'air décontracté, qui répète sans arrêt « le virus tue, le vaccin sauve ». En répondant à des questions absurdes comme « Le vaccin peut-il transformer en titan ? » (référence à l'anime populaire L'Attaque des Titans) ; ou encore « Le vaccin peut-il faire capter la 5G ? », Macron passe à côté de l'essentiel. Pour l'immense majorité des masses, la défiance n'est pas basée sur des théories absurdes comme l'implantation de puces 5G. Nous avons déjà analysé ces questions dans notre numéro de Juin-Juillet. Mais pour Macron, il est plus important d'infantiliser plutôt que de populariser la vaccination. Ce faisant, son opération de communication finit par se retourner contre lui : il apparaît encore plus détesté et arrogant, incapable de convaincre.



Pour que la vie reprenne !

#jemevaccine

LA DÉFIANCE ENVERS LES VACCINS, LA RÉPONSE IMPOSSIBLE DE LA BOURGEOISIE

D'où vient cette défiance, cette nécessité à convaincre le grand public de la nécessité de ce vaccin ? A première vue, cela peut paraître contradictoire. En effet, le développement des vaccins et leur perfectionnement ont été une arme formidable dans la lutte contre de nombreuses maladies : rage, variole, tuberculose... Ce sont des millions de vies qui sont sauvées chaque année par les programmes de vaccination à travers le monde. Pourtant, c'est en pleine pandémie que le sujet de la « défiance envers les vaccins » revient sur le devant de la scène de tous les médias bourgeois français et internationaux.

Premièrement, il faut comprendre que, comme tout le reste de la société dans laquelle nous vivons, les vaccins ne sont pas de la « technologie pure ». Ils sont profondément liés aux grands monopoles de la santé et à l'industrie pharmaceutique, souvent surnommée « Big Pharma » par ses critiques. Or, cette industrie qui touche de si près à la santé des larges masses est, notamment en France, souvent rejetée ou placée sous le signe de la méfiance. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette attitude, comme les nombreux scandales sanitaires rencontrés ces dernières années. Mediator en 2010, affaire du sang contaminé, crise des opioïdes, scandale de la Dépakine... beaucoup d'exemples de ce type se trouvent à travers le monde. Ils influencent énormément la vision générale de cette industrie. En effet, c'est un milieu perçu comme opaque et très profitable, comme le rappelle l'entrée dans le classement Forbes des milliardaires du PDG français du laboratoire Moderna, responsable d'un des principaux vaccins contre le COVID.

Deuxièmement, il découle de cette situation que les institutions politiques et l'État bourgeois devraient « rassurer » la population sur l'état de l'industrie pharmaceutique. C'est, au fond, ce que tente de faire Macron. Mais sur la base d'un secteur dirigé par le profit capitaliste, un État bourgeois ne peut pas apporter de réponse satisfaisante aux inquiétudes. Il se retrouve coincé soit dans l'apaisement et l'étouffement des scandales, soit dans une politique répressive. Les liens intimes entre les monopoles pharmaceutiques et l'État français ne datent pas d'hier : il y a plus de 10 ans, Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, commandait des dizaines de millions de

doses du vaccin H1N1, entre autres à Sanofi. Plusieurs millions ont fini détruits et ce sont 400 millions d'euros qui sont partis en fumée. On voit bien la priorité d'un tel État, et ce n'est pas bien sûr pas l'information des larges masses.

LA CRISE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS AU REGARD DES VACCINS

A propos de ce sujet, il est intéressant de regarder les spots publicitaires disponibles autour du COVID. Beaucoup utilisent une rhétorique enfantine ou tentent de retirer l'aspect scientifique à la question du vaccin : certains clips disent que « tous les vaccins sont similaires » ou encore qu'il faut se vacciner pour « revivre les bons moments ». A l'inverse, en cherchant des informations anti-vaccins, il est très facile de trouver un grand nombre d'articles utilisant du jargon pseudo-scientifique et faisant référence à des cas de maladies graves soi-disant causées par les vaccins. La communication de la bourgeoisie est donc un coup d'épée dans l'eau. Elle ne répond pas du tout à la crise de confiance qui traverse une partie des masses. En 2020, 70 % des personnes interrogées par CEVIPOF indiquaient ne pas avoir confiance en le gouvernement français, et 30 % plaçaient la méfiance comme leur premier sentiment dans la période actuelle.

Cette situation n'est pas étonnante, comme nous l'avons montré tout au long de cet article, et il est significatif que ce sentiment s'exprime si brutalement lors d'une crise comme celle que nous traversons actuellement avec le COVID. L'exemple des vaccins est une simple goutte d'eau dans un océan d'exemples similaires où l'État bourgeois agit pour représenter et défendre la classe qui l'a façonné et le dirige, et où ses intérêts rentrent en contradiction directe avec ceux des larges masses qui composent la grande majorité de la population, le prolétariat en tête. Bien après cette crise, lorsque les débats sur les vaccins seront derrière nous, cette incapacité chronique à convaincre restera ancrée dans la nature même de l'État bourgeois et de sa stratégie de com'. Cette crise est une des nombreuses facettes de la crise politique que connaît la bourgeoisie : incapable de rallier derrière ses politiques, son pouvoir dépend bien souvent désormais uniquement de sa capacité répressive, du renforcement de son appareil d'État contre l'opposition qui se présente à elle.

FRANCE : MACRON ET LA RÉINDUSTRIALISATION

Alors que le gouvernement de Macron est en train d'adapter ses plans politiques à un calendrier bouleversé par la crise du COVID, en poussant par exemple la réforme des retraites et de l'assurance chômage, il en profite pour également annoncer un nouveau plan d'investissement prévu pour la rentrée.

L'horizon ? «La France de 2030 » a annoncé Macron, à la mi-juillet. Alors que les élections de 2022 se profilent, ces annonces ne sont pas innocentes.

Premièrement, partons de la situation nationale. La France connaît aujourd'hui une crise importante : politiquement, les Gilets Jaunes ont chamboulé le pays en 2018-2019, puis le COVID en 2020 et la crise économique ont profondément impacté nos vies. Il y a eu la récession : 8 % en 2020, une des pires d'Europe, malgré un rebond annoncé à 6 % de croissance en 2021. Le déficit public a explosé en 2 ans, passant de 3 % du PIB en 2019 à 9 % en 2021, dépassant largement les montants de la crise de 2008-2009. Dans cette situation, il n'est pas étonnant que Macron



fasse des annonces grandiloquentes pour tirer son épingle du jeu : il ne veut pas que son mandat soit marqué par la crise et l'instabilité. Dans la perspective d'affronter Le Pen dans les élections 2022, prétendre porter la « réindustrialisation » du pays est une stratégie toute trouvée. En effet, la candidate fasciste du Rassemblement National n'a jamais caché sa stratégie « souverainiste », qui pourrait prétendument « sauver » l'économie. Macron cherche à jouer sur le terrain de Le Pen dans ce domaine également, en plus de la sécurité, de l'immigration etc. De cette manière, il se positionne comme un dirigeant soi-disant proche du peuple, « créateur d'emplois » etc.

Deuxièmement, voyons comment ce plan se déploie au niveau international. C'est le monde entier qui subit actuellement la crise. Macron ne veut pas être le dernier au jeu de la reprise économique, alors il est prêt à dépenser sans compter. Cela ressemble au grand plan d'investissement de 2 000 milliards de dollars de Joe Biden aux Etats-Unis, dont Macron admet fortement s'inspirer : Le journal Le Monde cite un interlocuteur du président : « Emmanuel Macron est fasciné par ce que fait Biden ». Au niveau européen également, la stratégie de réforme de Macron fait partie de son plan pour pousser les intérêts de l'impérialisme français. En effet, de nombreuses dépenses ont été autorisées par l'Union Européenne et la Banque Centrale Européenne pour faire face à la crise du COVID lors de la période 2020-2021. Avec la transition politique en Allemagne, où Angela Merkel se retire après plus de 15 ans de gouvernement, Macron entend se positionner pour tirer son épingle du jeu. En lançant dès maintenant son plan d'investissement en France, en parallèle à ses autres réformes anti-populaires, comme la destruction de l'assurance chômage et des retraites, il souhaite donner un modèle à toute l'UE, et ainsi tenter de se replacer en tant que dirigeant potentiel. De janvier à juin 2022, lors des ultimes mois de son mandat, avant une potentielle réélection, Macron pourra compter sur une présidence française du conseil de l'UE.

Tout ce plan n'a donc rien d'anodin. D'un côté, au niveau national, la « réindustrialisation » est un thème de campagne propice pour la bourgeoisie, quel que soit son bord politique : en effet, l'idée de création d'emplois est populaire. Macron, Mélenchon, Le Pen... tous porteront ce projet, avec des variations « vertes », « responsables », « nationales », « souveraines » etc. Mais au fond, c'est bel et bien le même projet : celui de tenter de sauver l'impérialisme français de la crise dans laquelle il s'enfonce en renforçant sa base et en le rendant plus agressif face à ses concurrents européens et mondiaux. Ces plans annoncés par Macron ne répondent pas aux besoins de la majorité des masses de France, mais bien à la classe dirigeante de la société française actuelle : la bourgeoisie impérialiste.

BRÈVES INTERNATIONALES

L'ÉTAT IMPÉRIALISTE FRANÇAIS ENVOIE DES RENFORTS DE POLICE DANS « LES OUTRE-MER », LES ANTILLAIS.E.S SUBISSENT DE PLEIN FOUET UNE QUATRIÈME VAGUE

Une note interne de la Direction générale de la Police nationale (DGNP) a été diffusée au sein de la police pour « Appel à volontariat pour constitution d'un vivier de renforts au profit des Antilles (Martinique et Guadeloupe) et de la Réunion aux fins de prévention de troubles à l'ordre public dans un contexte de contestation des mesures sanitaires. ». Cette note a fait scandale sur les réseaux, et pour cause, elle rappelle le caractère colonial des « Outre-mer ». Tout comme les masses en métropole, les masses des différents territoires colonisés se révoltent légitimement contre le mépris du gouvernement qui ne connaît que la contrainte et la violence à l'égard des peuples. Aux Antilles, il y a également en toile de fond la question brûlante de l'intoxication au chlordécone. A la date du 16 août, le taux d'incidence est monté à 4000 pour 100 000 habitant.e.s chez les 20/29 ans en Gwadeloupe, du jamais vu dans les territoires de l'impérialisme français. Il y a 48 lits de réanimation en Gwadeloupe pour 100 000 habitant.es, des patient.e.s sont évacué.e.s en métropole.

ARGENTINE : 8 MOIS APRÈS L'ÉLECTION D'ALBERTO FERNANDEZ, DES MANIFESTATIONS DE PLUS EN PLUS IMPORTANTES

Des dizaines de milliers d'Argentini.e.s sont descendu.e.s dans les rues de Buenos Aires samedi 7 août, fête du saint patron du travail, pour protester contre la pauvreté et le manque d'emplois. D'autres manifestations avaient également eu lieu dans plusieurs autres villes argentines. Les manifestations se sont répétées le 17 août. 42 % de la population argentine vit sous le « seuil de pauvreté » et le pays connaît un taux de chômage de plus de 10 %. Le pays connaît ses pics de contagion les plus aigus ces derniers jours avec 7663 cas positifs. Malgré le confinement depuis 6 mois, les Argentini.e.s bravent les interdictions pour manifester. En face, Fernandez joue de la flûte et promet que « l'Argentine grandit, récupère des emplois et rétablit ses revenus ». En outre, une réforme judiciaire est contestée car susceptible de blanchir notamment Cristina Kirchner, ex-présidente et actuelle vice-présidente, de ses affaires de corruption. Les Argentini.e.s sont las de la corruption et de l'impunité qui rongent le pays.

AFGHANISTAN : LES TALIBANS PRENNENT LE POUVOIR À KABOUL

A la suite du retrait de l'occupation américaine, présente depuis plus de 20 ans dans le pays, les Talibans ont commencé une offensive éclair qui a culminé avec la prise de Kaboul à la mi-août. L'effondrement du gouvernement fantoche et de l'armée ont suivi. De nombreuses images de personnes qui tentaient de fuir le pays par l'aéroport de Kaboul ont fait surface dans les réseaux sociaux et les médias. Les impérialistes américains sont les premiers responsables du désastre de la situation afghane actuelle. Leur armement des milices islamistes depuis 40 ans et leur mise sous coupe réglée de l'Afghanistan après 2001 n'ont apporté que la désolation et l'instabilité dans le pays. La prise de pouvoir des Talibans est annonciatrice d'un nouveau gouvernement réactionnaire, désormais capable de choisir ses maîtres entre les états-unis qui tentent de garder le contrôle et les nouveaux amis impérialistes chinois ou russes qui se présentent comme disponibles pour traiter avec le nouveau régime. L'impérialisme français, via Macron, a d'ores et déjà annoncé traiter ce développement en Afghanistan comme une



L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

nouvelle question migratoire. Le salut des masses afghanes passe désormais par la lutte pour une réelle indépendance et une nouvelle démocratie contre les seigneurs de guerre réactionnaires et les agents des impérialistes de tout poil. Nous invitons nos lectrices et nos lecteurs à relire le dossier de notre journal intitulé « Depuis l'accord USA-Talibans : la redivision impérialiste de l'Asie du Sud » disponible sur notre site, où nous analysons la situation et annonçons le développement que l'on voit aujourd'hui en Afghanistan.

THAÏLANDE : PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES RÉCLAMENT LA DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE

A Bangkok, plusieurs milliers de manifestant.e.s ont défilé le 15 août pour réclamer la démission du premier ministre Prayut Chan-o-cha, très critiqué pour sa gestion de l'épidémie. Des centaines de véhicules ont perturbé certains axes du centre de la capitale. Sur fond de scandale sanitaire, ce mouvement exprime le ras-le-bol des masses et reprend les revendications du mouvement anti-monarchie qui a pris les rues à de nombreuses reprises depuis plusieurs années. La police anti-émeutes se montre très violente pour intimider les révolté.e.s. Un rapport d'Amnesty International recueille des témoignages d'usage

de substances chimiques illégales, de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les manifestations. La répression judiciaire s'abat également sur plusieurs centaines de personnes depuis 2020.

VAGUE DE CHALEUR ET INCENDIES MULTIPLES : MANIFESTATIONS DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE MONDIAL

Le mois de juillet a été enregistré comme le plus chaud de l'Histoire. En parallèle, un nouveau rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) appelle à l'action immédiate contre le dérèglement climatique. De la Californie à la Sibérie, en passant par le Canada, la Kabylie, la Turquie, l'Italie, le Liban ou la Grèce, de très nombreux feux ont ravagé les forêts du monde entier cet été. Nombre d'entre eux se sont révélés meurtriers et ont aggravé les conditions de vie des masses populaires qui les ont subi. Nous pouvons citer l'exemple de la Kabylie, où beaucoup de paysan.e.s se sont retrouvé.e.s sans bétail ou récoltes à l'issue des incendies, quand ce n'est pas tout bonnement leur maison qui a brûlé. Comme dans le cas de la montée des eaux ou de la recrudescence de typhons ou de séismes, comme en août à Haïti, déjà en pleine crise politique, les premières victimes de la crise environnementale, ce sont les

masses de tous les pays. Pendant ce temps là, au mois de juillet, Jeff Bezos, un des hommes les plus riches du monde et ancien PDG d'Amazon, s'est offert un voyage dans l'espace. A-t-il vu les feux et les catastrophes provoquées par l'impérialisme qu'il défend depuis là-haut ? Pour le commun des mortels, pas besoin de tourisme spatial pour se rendre compte de la situation environnementale critique.

INDE : LE GOUVERNEMENT UTILISE LE PROJET PEGASUS POUR SURVEILLER L'OPPOSITION POLITIQUE

Alors que l'Inde est souvent présentée par les libéraux comme la « plus grande démocratie du monde », l'explosion du scandale Pegasus, un système de surveillance utilisé par de nombreux gouvernements de pays opprimés, révèle la réalité du gouvernement indien. L'archi-réactionnaire Modi et son gouvernement auraient utilisé Pegasus pour espionner des révolutionnaires, des opposants politiques, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des avocats, des médecins... En plein milieu de ce scandale et de la pandémie, le gouvernement indien a décidé de réprimer les grands journaux du pays, comme le Dainik Bhaskar, quotidien le plus lu du pays, sous prétexte d'évasion fiscale.



AU SÉNÉGAL : LE PAYS À BOUT DE SOUFFLE DEPUIS LE PRINTEMPS, L'OXYGÈNE MANQUE CET ÉTÉ

Le 3 mars 2021, des grandes révoltes ont embrasé le Sénégal. Immédiatement, les masses ont ciblé l'impérialisme français à travers Macron, mais aussi les grandes entreprises françaises présentes dans le pays, comme Auchan. Des pillages, destructions de chantiers et autres attaques contre l'impérialisme français ont eu lieu lors de ces manifestations.

Afin de défendre la stabilité du gouvernement de Macky Sall, vendu aux intérêts français, l'État sénégalais a envoyé l'armée sur les manifestations, intervenant même avec des tanks. Contre cela, les masses de plusieurs quartiers populaires de Dakar se sont organisées pour résister en s'armant. Tout cela, c'était au printemps.

Cet été, la crise au Sénégal ne désenfle pas. Premièrement, en réaction à ces révoltes, l'État sénégalais s'est doté d'une nouvelle loi. Celle-ci renforce la définition du « terrorisme » afin d'englober de nouveaux actes. On trouve dans cette nouvelle définition du terrorisme une base pour poursuivre en justice les éventuels révoltés qui tenteraient de reproduire un mouvement comme celui du mois de mars. La punition pour ces actes ? La prison à vie. Cette nouvelle loi a entraîné de nouvelles manifestations au début de l'été.

Mais il n'y a pas que cette crise politique dans le pays. L'économie, mise en coupe réglée par l'impérialisme, est durement touchée par la crise économique. Le chômage est endémique, si bien que même les diplômés comme le baccalauréat sont perçus comme inutiles pour trouver un emploi. Les salaires sont maigres, et le coût de la vie est haut. Avec le COVID, le tourisme a cessé. Le gouvernement s'est retrouvé à mendier, au début du mois de mai, un prêt de 650 millions de dollars au FMI.

La crise sanitaire inquiète également énormément. Depuis juin-juillet, la progression du variant Delta, qui représente une grande majorité des cas aujourd'hui, place les hôpitaux sénégalais

« proches de la saturation » selon le directeur national des établissements publics de Santé lui-même. Contrairement aux pays impérialistes, où la vaccination est très avancée et où les ressources médicales ne constituent pas un problème majeur, de nombreux pays opprimés sont pris à la gorge par la demande en oxygène et en lits d'hôpitaux. Comme en Inde il y a quelques mois, lors de cette nouvelle vague au Sénégal, on se bat pour avoir accès aux maigres ressources en oxygène, qui coûtent très cher. 1,5 % de la population seulement est vaccinée, car les livraisons de vaccins manquent. Des personnes vaccinées ne peuvent même pas obtenir leur seconde dose car les délais des vaccins Astra Zeneca ont été prolongés.

Nous voyons bien là la réalité du monde dans lequel nous vivons. Tandis que dans les pays impérialistes, on nous vend aujourd'hui une soi-disant sortie de crise dans tous les domaines (politique, économie, sanitaire...), dans les pays opprimés comme le Sénégal, ce genre de mensonge ne peut être cru. La réalité concrète montre bien ce qu'il en est. Les contradictions sont trop grandes, le pays à bout de souffle, et les masses sont actives contre la bourgeoisie corrompue qui les asservit. L'essayiste Hamidou Anne écrit dans *Le Temps* : « Le Covid-19 et les mesures prises par les États ont accru la vulnérabilité de millions de gens sur le continent. Les conséquences sur le plan économique seront difficiles dans les mois et les années à venir si l'investissement public n'est pas orienté vers les préoccupations des masses pauvres. Les effets de la pandémie risquent d'amplifier le désarroi de la jeunesse confrontée déjà à la corruption et à l'incompétence des élites politiques. Nous vivons un climat pré-insurrectionnel avec une colère qui risque de s'accroître à chaque décision politique impopulaire. Les germes d'une prochaine crise sont présents. Et celle-ci risque d'être fatale. » Nous ne pouvons qu'être d'accord avec ce constat, que nous complétons par ceci : la crise risque d'être fatale, non pas pour les masses, mais pour les impérialistes et leurs chiens de garde.



LA CRISE DU COVID-19 EN TUNISIE DÉMONTRE LES LIMITES DE LA « TRANSITION DÉMOCRATIQUE » DES IMPÉRIALISTES

La suspension du parlement tunisien et la révocation du Premier ministre Hichem Mechichi par le président Kaïs Saïed le 25 juillet 2021, démontrent les limites de ce que les médias et les régimes bourgeois nomment « la démocratie » des pays sous domination impérialiste.

Le cas de la Tunisie est perçu comme le seul « succès » du printemps arabe, déclenché en Tunisie en 2011. Pourtant, dix ans après, les espoirs des masses héroïques qui se sont révoltées successivement depuis 2011 ne se sont toujours pas matérialisés. Entre 2011 et 2019, le taux de croissance économique annuel moyen était de seulement 1,5 % selon la Banque mondiale. En plus d'une situation économique grave, la corruption, les violences policières et bien sûr l'absence de solutions politiques apportées aux problèmes quotidiens des Tunisiens, ont mené à une nouvelle vague de manifestations depuis le début de 2021. Déjà avant la pandémie, le taux de chômage officiel était de 14,9 % et les investissements et exports n'égalait pas celui préexistant au printemps arabe. Cependant, la corruption est restée constante, et la douzaine de gouvernements qui s'est succédé depuis 2011 n'a pas réussi à faire avancer le pays. À la place, les partis dominants ont cherché à s'implanter dans l'État afin de parasiter le peuple. L'un de ces partis politiques est la cible principale des actions du président Saïed : Ennahdha, un parti islamiste « démocrate » inspiré des Frères musulmans et le plus grand parti au parlement. Début juillet, en pleine crise sanitaire, Ennahdha avait demandé un versement de 3 milliards de dinars (plus de 900 millions d'euros) d'indemnisation aux victimes emprisonnées et torturées sous l'ancien régime du dictateur Ben Ali. Pendant que les Tunisiens souffraient et mouraient du covid-19, les politiciens d'Ennahdha cherchaient à se remplir les poches au nom d'événements ayant eu lieu plus de dix ans auparavant. En parallèle, le système de santé, qui dépendait des dons de vaccins et de matériel médical faits par d'autres pays, s'est retrouvé saturé et a été

mis en échec. À ce jour, environ 8 % des Tunisiens seulement ont reçu une vaccination complète dans le cadre du plan gouvernemental, et la Tunisie a le 3e taux d'infection le plus élevé au monde après l'Équateur et la Namibie, avec 200 morts par jour en moyenne. La pandémie a aussi dévasté l'important secteur du tourisme et a impacté le secteur industriel. En 2020, l'économie du pays s'est contractée par 8,6 % et par 3 % dans les trois premiers mois de 2021 sur une base annuelle, faisant monter le taux de chômage à 17,8 % selon les données du gouvernement.

LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DÉBORDER LE VASE

En juillet, l'arrogance d'Ennahdha, réclamant 3 milliards de dinars, ajoutée à la situation du pays, ont conduit les manifestants à saccager les bureaux d'Ennahdha à travers le pays et à demander au président de suspendre le parlement. Vainqueur de l'élection présidentielle d'octobre 2019 en tant que candidat indépendant et critique de la « classe politique » et de la corruption omniprésente, le président Saïed représente pour beaucoup de Tunisiens une opposition au statu quo. Cette image publique méliorative du professeur de droit constitutionnel est renforcée par son intervention dans la gestion de la crise sanitaire en affrontant le Premier ministre Mechichi d'Ennahdha et l'orateur du parlement et dirigeant d'Ennahdha, Rached Ghannouchi. Bien que la constitution de 2014 attribue la gestion des relations internationales et la direction de l'armée au président, Saïed a déclaré que l'armée prendrait en charge la gestion de la pandémie, mal orchestrée par le gouvernement selon lui. Par conséquent, la suspension du parlement par le président a été célébrée par les manifestants et par la gauche tunisienne, qui voyaient dans l'action du président une rupture historique avec les limites de la « transition démocratique » initiée après 2011.





EST-CE UN COUP D'ÉTAT ? LA RÉPONSE IMPORTE-T-ELLE VRAIMENT ?

Le président a justifié la suspension du parlement en évoquant l'article 80 de la constitution qui permet au président de suspendre le parlement pendant 30 jours dans une situation de crise, lorsque les organes politiques sont figés et inefficaces. Pourtant, le président n'a apparemment pas consulté le Premier ministre et l'orateur du parlement comme prescrit par l'article 80 et le parlement aurait dû rester en session permanente, alors que le président avait empêché le parlement de tenir une session. De plus, il aurait fallu que le président ait l'approbation du tribunal constitutionnel, mais la lutte interne a empêché le gouvernement de nommer ces juges et le tribunal n'a donc jamais été formé. Selon un document divulgué par Middle East Eye en mai, prétendument rédigé par les conseillers du président, ce dernier aurait fomenté un plan consistant à évoquer l'article 80 pour monopoliser le pouvoir avec une légitimité constitutionnelle, ce que le président a démenti.

Pendant que les politiciens et médias bourgeois ont lancé un débat sur la nature de l'action présidentielle du 25 juillet, pour déterminer s'il s'agissait ou non d'un coup d'État, les masses tunisiennes n'ont pas attendu pour fêter l'événement dans les rues et affronter des partisans d'Ennahdha, engendrant de la violence. Le président a préféré s'entretenir avec les organisations de la société civile plutôt que le parlement en tenant le 27 juillet trois réunions au palais présidentiel auquel ont été invités l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, le seul syndicat du pays et une force politique importante), l'association patronale Utica, deux associations féministes dont l'Association tunisienne des femmes démocrates, l'Union nationale des journalistes tunisiens, l'Ordre des avocats et aussi le président du Conseil supérieur de la magistrature, le président du Conseil de la magistrature et le vice-président du Conseil de l'ordre administratif. Clairement, le président Saïed tente d'inclure dans la phase de transition actuelle les représentants de certains secteurs sociaux stratégiques du pays, tels que des professions petite-bourgeoises, les travailleurs, et les femmes en général, qui ont été une force motrice dans les luttes politiques du pays. Suite

à ces réunions, le président a lancé un appel public à toutes les organisations de la société civile pour qu'elles contribuent à définir les lignes directrices d'une feuille de route pour ce mois de transition jusqu'à la nomination du nouveau premier ministre chargé de former le gouvernement.

La réponse d'Ennahdha et des autres partis de la majorité parlementaire, variée, a évolué avec la situation. Au début, Ghannouchi a dénoncé un coup d'État et appelé à des manifestations contre Saïed. Il a mené un rassemblement devant le parlement barricadé par l'armée tunisienne le 26 juillet, durant lequel des affrontements entre les manifestants pro-Ennahdha et les partisans de Saïed ont eu lieu. Mais ayant pris conscience de la réalité de la situation, les dirigeants d'Ennahdha ont changé de ton. L'armée tunisienne est restée fermement fidèle à Saïed et la grande majorité des masses, n'ayant plus confiance dans les partis politiques et consciente de la corruption totale de l'État, a vu dans la démarche du président la meilleure possibilité qui soit. Les masses perçoivent positivement l'armée, qui a pris leur parti durant le printemps arabe, contrairement à la police qui est détestée pour avoir soutenu l'ancien régime et les gouvernements successifs, avec une répression violente. La direction d'Ennahdha a donc opportunément changé de position. Alors que l'armée stationnait dans les rues et qu'un couvre-feu était mis en place, ils n'ont pas eu d'autre choix que d'inviter leurs partisans à un retour au calme, et de coopérer avec le président. Dans une déclaration plus récente sur Facebook, Ghannouchi a décrit l'état d'urgence positivement, comme l'opportunité d'engager des réformes.

Cependant, l'UGTT, la France et les États-Unis ont appelé le président à former un nouveau gouvernement au plus tôt. Les puissances impérialistes telles que la France et l'Italie souhaitent un retour à la stabilité dans le pays pour y faire des investissements et récolter plus de profit en exploitant le prolétariat tunisien. En situation de crise politique, il est en effet plus compliqué d'imposer les intérêts impérialistes à un gouvernement et d'assurer la protection des capitaux étrangers.

LE PLAN DU PRÉSIDENT

Pour contenter les masses, le président Saïed a promis de mettre en œuvre un plan ambitieux contre la corruption systémique. Dans son annonce de l'état d'urgence, le président a déclaré qu'il prendrait en charge les poursuites judiciaires publiques et qu'il levait l'immunité des membres du parlement. Cela pouvait mener à des poursuites contre des membres d'Ennahdha, du Qalb Tounes et du Aych Tounes, parmi d'autres partis politiques. Le 14 juillet, le juge d'instruction du pôle judiciaire de lutte contre la criminalité financière a ouvert une enquête sur le financement des campagnes électorales de ces trois partis. Quant au secteur privé, le président a proposé un accord pénal à 460 hommes d'affaires qu'il accuse d'avoir volé 13,5 milliards de dinars (plus que 4 milliards d'euros) à la Tunisie par des moyens corrompus tels que l'évasion fiscale. Selon l'accord, si les hommes d'affaires concernés s'engagent à développer des projets en Tunisie, ils peuvent éviter les poursuites et la prison. De plus, le président a appelé les commerçants à diminuer leurs prix et les a avertis de ne pas spéculer ou amasser de biens, affirmant que les infractions seraient poursuivies en justice. Les masses tunisiennes doivent encore attendre pour juger des effets de ce grand plan, mais on compte déjà quelques arrestations de détracteurs du président tels que le parlementaire Yassin Ayari et un important membre d'Ennahdha, Anouar Maarouf.

Toutefois, Saïed cherchera probablement à obtenir un prêt de quatre milliards de dollars auprès de la FMI pour relancer l'économie en déclin. Cela endetterait davantage le pays auprès de la FMI, le forçant à payer des intérêts sur le long terme aux impérialistes. De

plus, ces sommes sont versées par la FMI en échange de l'application de réformes libérales, ce qui implique des réductions de salaire dans le secteur public, du soutien fiscal aux entreprises d'État et des subventions importantes à la vie quotidienne. Ces réformes permettent aux monopoles impérialistes d'exploiter le pays librement, au détriment du prolétariat.

L'IMPÉRIALISME ET LA CORRUPTION

Quelles que soient les intentions du président, la lutte anticorruption sera toujours limitée par le caractère systémique de la corruption des pays semi-coloniaux, tels que la Tunisie. La corruption, et particulièrement celle liée à l'ingérence étrangère ciblée par le président, n'est pas un simple défaut du système d'État. Ce qui est considéré à tort comme de la corruption est en fait une caractéristique essentielle de la domination impérialiste, qui permet le lien mutuellement bénéfique entre le régime comprador et les impérialistes du monde entier à la recherche du profit maximal. Démocratie ou pas, la crise sanitaire a montré que les semi-colonies du monde ne sont pas du tout conçues pour répondre aux besoins de leurs populations. Ces États existent seulement pour permettre l'exploitation du prolétariat et des ressources naturelles sous l'impérialisme.

Néanmoins, les masses tunisiennes ont réussi à créer une pression populaire énorme en continuant de se révolter pour une vraie démocratie. Ceci a poussé le président Saïed à agir, mais les ambitions du prolétariat tunisien ne se réaliseront qu'avec le retrait de l'impérialisme, des intérêts capitalistes en général et avec le développement socialiste du pays, guidé par les besoins des masses.

LA PRESSE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN LIGNE SUR



WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

QU'EST-CE QUE L'IMPÉRIALISME ET POURQUOI EST-IL EN CRISE?

L'impérialisme est souvent considéré comme une stratégie militaire d'expansionnisme en vue de créer un empire comme au XIXe et XXe siècle. Il est souvent ramené à une politique de conquête. Mais l'impérialisme a une signification plus large.

L'impérialisme c'est le stade actuel et suprême du capitalisme, le capitalisme monopolistique qui s'est étendu sur toute la terre. Nous sommes rentrés dans cette période de l'histoire du capitalisme depuis la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, et l'on peut dégager 5 points qui le caractérisent :

Premièrement, le développement et la concentration de la production du capitalisme ont créé les monopoles, les gigantesques entreprises (Total, Apple, Amazon...) qui dominent un ou plusieurs marchés. Ils peuvent se regrouper pour écraser la concurrence, se mettre d'accord sur des prix plus élevés et conclure toutes autres sortes de contrats pour s'assurer le contrôle du marché et les profits.

Deuxièmement, le capital industriel et le capital bancaire sont de plus en plus étroitement liés, ils fusionnent pour créer le capital financier. Les banques ne sont plus juste de simples intermédiaires qui font circuler le capital, mais détiennent du capital, elles sont dans les comités d'entreprises des industriels et inversement.

Troisièmement, l'exportation des capitaux à travers le monde prend une signification particulièrement importante. C'est ce qu'on appelle les «investissements à l'étranger».

Quatrièmement, les groupements capitalistes se sont partagés économiquement le monde. Il n'existe pas de terre où l'on ne trouve pas ces grandes compagnies : il y a des t-shirts Adidas au fin fond des forêts philippines par exemple.

Cinquièmement, les grandes puissances se sont partagées territorialement le monde. C'était avant en colonisant directement les pays opprimés. Aujourd'hui bien qu'il y ait encore des colonies, la majorité ont été transformées en semicolonies, indépendantes formellement, mais toujours exploitées économiquement par les puissances impérialistes à travers le capitalisme bureaucratique qui s'y est développé.

Le point le plus essentiel pour caractériser cette époque, c'est l'aspect monopolistique du capitalisme, les 4 autres points découlent tous de cet aspect.

L'impérialisme a donc socialisé la production. Il a fait passer la majorité de la production d'une multitude de petites entreprises et d'artisans isolés qui vendaient leurs produits sur les marchés locaux et intérieurs à d'immenses entreprises qui se projettent

dans le monde, qui regroupent jusqu'à des centaines de milliers de salariés. Il reste tout de même une contradiction, toutes ces entreprises appartiennent à une poignée d'individus, des millions de personnes travaillent pour que quelques-uns s'enrichissent, c'est cela la contradiction fondamentale de notre époque. Elle faisait déjà dire à Lénine au début du siècle dernier que les conditions étaient mûres pour passer au socialisme et à la propriété collective pour satisfaire les besoins du peuple et non plus pour créer des milliardaires. Aujourd'hui cette contradiction s'est beaucoup plus intensifiée, la production s'est énormément développée, mais la misère n'a pas disparu. Il y a 10 millions de pauvres en France, et quelques dizaines de familles qui détiennent une immense partie du capital.

Comment les monopoles ont-ils fait pour émerger et devenir dominants? Quand le capitalisme s'était imposé partout en Europe au XIXe siècle il se développait rapidement et les entreprises étaient d'abord petites. Mais ce développement n'était pas égal partout, il y avait des différences entre les pays, entre les régions, entre les villes, et entre les entreprises, car la propriété des entreprises était et est toujours privée. Elles cherchent à maximiser leur profit, elles utilisent donc toutes sortes de moyens pour réduire le coût des matières premières, faire travailler les ouvriers plus longtemps et payer des salaires plus faibles, pour innover et augmenter la productivité, etc. Certaines se débrouillent mieux que d'autres qui font faillite devant la concurrence acharnée et peuvent notamment être rachetées, et le capital se concentre alors dans les mains de quelques-uns. De la propriété privée naît la concurrence et celle-ci crée un développement inégal de la production donc la concentration du capital et donc les monopoles, le capitalisme mène nécessairement au stade de l'impérialisme.



THÉORIE

L'impérialisme parasite l'ensemble de la société. Il bride le développement de la production avec les brevets, ce qui est clairement dans la période actuelle avec le COVID. Des centaines de milliers de brevets sont déposés chaque année, empêchant les entreprises concurrentes d'utiliser les innovations et donc d'étendre la production. Avec la financiarisation de l'économie, il a créé une grande couche de rentiers, de personnes qui ne vivent d'aucun travail, mais qui touchent des dividendes, des intérêts ou des loyers, le fruit de l'exploitation des prolétaires.

Les impérialistes aujourd'hui exploitent féroce­ment les pays semi-féodaux, semicoloniaux, généralement dits du «Tiers-monde», c'est-à-dire l'intégralité des pays d'Afrique, d'Amérique latine, et la grande majorité des pays d'Asie. Bien qu'indépendants formellement, ces nations n'ont pas obtenu leur libération, elles sont dominées par les classes des propriétaires terriens, qui imposent leurs traditions et dominations féodales, et des capitalistes compradores qui sont de mèche avec les impérialistes. Et il serait faux de croire que les monopoles et les États impérialistes participent à leur développement comme on l'entend souvent. Pour la bourgeoisie française, l'Afrique est une chance, il y a des matières premières et une population grandissante. Mais si tant d'entreprises françaises y ont installé leurs capitaux, c'est pour en sortir des super profits grâce à une main-d'œuvre moins chère et une concurrence moins féroce. Ces profits sont redirigés vers les métropoles et ne profitent pas aux administrations locales. Ils permettent à une partie du prolétariat des pays impérialistes de gagner plus, de «s'embourgeoiser» et former une aristocratie ouvrière. C'est une forme de parasitisme très élevée.

L'impérialisme c'est aussi l'intensification des crises, mais d'abord, d'où viennent ces crises, que le monde subit toutes les quelques années? Nous voyons qu'il y a une contradiction entre la bourgeoisie, qui fait tout ce qui est possible pour s'accaparer des profits, et le prolétariat dont le salaire est poussé vers le bas que cela soit directement ou indirectement par la hausse des prix. De manière cyclique cela mène à une crise de «surproduction», on a fabriqué

trop de biens par rapport à ce que le peuple peut acheter. C'est seulement une surproduction relative, car en réalité tous ces biens pourraient être utiles aux masses, mais elles n'ont justes pas les moyens de se les offrir. La bourgeoisie essaye de résoudre cette crise en trouvant de nouveaux marchés ou en détruisant simplement les marchandises. Mais ça ne peut pas résoudre véritablement la crise, cela ne fait que préparer les conditions pour une crise plus grande encore à venir.

Aujourd'hui, à l'époque du pourrissement de l'impérialisme, ces crises sont devenues synonymes du monde dans lequel nous vivons. C'est une véritable crise générale de l'impérialisme qui se déploie. Dans le capital financier, il y a toutes les crises financières récurrentes, par exemple 2008-2009, mais aussi 2020-2021. Dans le capital bureaucratique, il y a toutes les crises bancaires, faillites d'États, trous de la dette... qui sont si récurrents en Afrique, Asie, Amérique Latine etc. C'est sans compter sur les aspects environnementaux, sociaux, politiques et autres de cette crise, qui font que notre monde est agité par de nombreuses guerres injustes, régimes réactionnaires...

Les différents économistes bourgeois nous racontent que les crises sont conjoncturelles, qu'elles peuvent être évitées par des moyens tels que des investissements de l'État dans l'économie, des aides, des suppressions de cotisations, etc. Mais tous ces moyens sont voués à l'échec, car la crise du capitalisme est structurelle et ne peut être empêchée qu'en brisant la propriété privée de la production.

La crise que nous traversons n'est pas une fatalité. Les masses s'organisent pour leur survie face aux catastrophes, luttent pour leurs droits, en conquièrent de nouveaux et assument de porter leur libération partout dans le monde au beau milieu du chaos impérialiste. Cela est prouvé par les innombrables mouvements de masse et de solidarité spontanée (Gilets Jaunes, Colombie [voir ce numéro], Black Lives Matter...), les luttes de libération nationale (Palestine par exemple) et avant tout les guerres populaires, dont nous donnons toutes les actualités dans la section «Le Chemin du Pouvoir».



COLOMBIE : LES MASSES POPULAIRES LUTTENT CONTRE LES POLITIQUES ANTI-SOCIALES DU GOUVERNEMENT

Le 28 avril, de grandes manifestations ont débuté dans plusieurs villes de Colombie. Elles ont marqué le début d'un immense mouvement social opposé aux politiques du gouvernement. Malgré la violente répression de l'État Colombien soutenu par les États-Unis, la contestation ne s'est pas arrêté.

Les manifestations ont dans un premier temps réclamé le retrait de la réforme fiscale portée par le gouvernement du président Ivan Duque. Cette réforme comprenait notamment une augmentation de la TVA sur les services de base (électricité, gaz...) ainsi qu'une baisse du plancher d'imposition sur le revenu, décuplant la pression fiscale sur les classes populaires. Après une semaine de manifestations violemment réprimées par les forces de l'ordre, la réforme est abandonnée. Mais cela n'a pas suffi à arrêter le mouvement de contestation qui a depuis pris un caractère plus général de lutte contre les inégalités, l'aggravation de la situation sociale du pays et la violence des forces de l'ordre.

Dans un des pays les plus inégalitaires au monde, où le taux de chômage est monté à 16,8% et où 42,5% de la population est sous le seuil de pauvreté, le gouvernement colombien planifie de nombreuses réformes anti-sociales : une nouvelle version de la réforme fiscale est prévue ainsi qu'une refonte du droit du travail et une libéralisation du système de santé, tout cela après la réforme des retraites de 2019 qui avait déjà provoqué d'immenses manifestations. Pour défendre ses réformes face au mouvement populaire, l'État Colombien n'a pas hésité à mobiliser plus de 47 000 agents des forces de l'ordre et à faire déployer l'armée. Cette répression, qui a fait une trentaine de morts et des centaines de blessés en seulement deux semaines est également portée par des civils armés issus des classes aisées. La participation de ces milices de riches à la répression, ayant notamment pris pour cible les populations indigènes très impliquées dans la contestation, est un symbole de l'intensification de la lutte des classes en Colombie : la bourgeoisie est prête à toutes les atrocités pour faire passer ses réformes visant à accentuer l'exploitation.

Malgré les nombreuses condamnations à l'international provoquées par la violence de la répression, les États-Unis ont affirmé soutenir le gouvernement colombien. Cela n'a rien d'étonnant. Depuis des décennies, les États-Unis considèrent l'Amérique Latine comme leur pré carré. Ils possèdent sept bases militaires en Colombie et entretiennent des liens étroits avec son gouvernement depuis la mise en place du "Plan Colombie". Ce plan, mis en place depuis 2000, est une « aide » financière et militaire américaine servant officiellement à lutter contre le narcotrafic en Colombie. En réalité, ce plan à plus de 10 milliards de dollars a été un moyen pour les impérialistes étatsuniens de renforcer leur influence

sur le pays. Cela a notamment servi à lutter quasi-exclusivement contre les FARC avant leur liquidation. Ils menaçaient alors la stabilité des institutions colombienne et donc des investissements étatsuniens. Au final, le plan n'a eu aucun effet sur le narcotrafic, la production de cocaïne ayant même augmenté de plus de 50 % entre 2000 et 2014. Il a cependant permis aux États-Unis de renforcer leur présence sur le continent sud-américain.

La juste révolte des masses populaires colombiennes face aux nombreuses réformes anti-sociales du gouvernement est la conséquence de décennies d'accentuation des inégalités. Le soutien des États-Unis au gouvernement colombien, malgré la violence de la répression, montre que les luttes en Colombie ne doivent pas se limiter à des luttes contre des réformes, ou à des luttes pour un changement de gouvernement. C'est toute l'influence de l'impérialisme étatsunien, et le capitalisme bureaucratique corrompu, qui doivent être remis en cause. Les impérialistes et leurs agents, comme Ivan Duque, n'hésitent jamais à inventer de nouveaux "plans Colombie" lorsque leurs intérêts viennent à être menacés. Le mouvement populaire, et les révolutionnaires de Colombie en premier plan, s'organisent pour lutter pour renverser ces montagnes qui oppriment le peuple.



NOUVELLES DES LUTTES DES PEUPLES

INDE : UN MÉMORIAL MASSIF POUR LES MARTYRS DE LA RÉVOLUTION

A l'occasion de la semaine de mémoire des martyrs de la révolution en Inde, qui continue encore à ce jour à travers le pays, un grand mémorial a été érigé dans les forêts du Chhattisgarh, un État du nord-est de l'Inde. Plus de 2 000 personnes se sont rassemblées autour du mémorial pour un meeting tenu par les forces révolutionnaires. Des hommages ont été rendus aux nombreuses et nombreux révolutionnaires qui ont lutté jusqu'à leur dernier souffle pour libérer l'Inde des chaînes de l'exploitation. Dans un pays où la misère règne pour le peuple tandis qu'une poignée de traîtres corrompus profite du luxe ; dans un pays où le COVID a démontré toute la faillite du gouvernement archi-réactionnaire de Modi, cette commémoration rappelle la validité de la guerre populaire en Inde. Selon le média bourgeois Telangana Today, la police n'a pas hésité à détruire plusieurs mémoriaux érigés proches des villages tribaux. Le gouvernement indien a annoncé avoir lancé une opération militaire contre-révolutionnaire intitulée « Prahar-3 » dans les zones libérées par les masses.



PÉROU : APPELS INTERNATIONAUX À LA DÉFENSE DE LA VIE ET DE LA SANTÉ DU PRÉSIDENT GONZALO

Le Président Gonzalo, dirigeant de la révolution au Pérou et prisonnier de guerre depuis 1992 a récemment connu une aggravation de son état de santé. Selon de nombreuses organisations internationales, comme le Centre brésilien de solidarité avec les peuples (Cebraspo), cette situation est due aux conditions de détention violentes auxquelles il fait face. Le Cebraspo déclare : « Les conditions de détention violent les accords internationaux tels que la Convention de Genève et toutes les réglementations générales régissant les droits fondamentaux de la personne humaine et les droits des prisonniers, dans ce cas en particulier des prisonniers politiques ». A l'inverse, Alberto Fujimori, dictateur fasciste du Pérou et responsable des politiques génocidaires, comme la stérilisation de centaines de milliers de femmes indigènes, a quant à lui connu des aménagements de peine par rapport à son vieil âge.

BRÉSIL : RÉPRESSION DE L'ÉTAT SUR LES PAYSANS ET LES PRISONNIERS POLITIQUES APRÈS LE CAMP MANOEL RIBEIRO

Des centaines de familles luttent dans la région de la Rondônia pour la terre. Elles avaient organisé le camp Manoel Ribeiro, où elles avaient saisi les terres. Des militantes et militants qui soutenaient cette lutte ont été mis en prison, nous vous en parlons dans nos précédents numéros. Ces prisonniers politiques sont toujours poursuivis par l'État brésilien, et la lutte pour

leur libération s'intensifie. L'avocat des 4 jeunes en prison a déclaré : « Lorsque la défense leur a rendu visite, ils ont montré qu'ils étaient confiants dans la victoire. Bien plus importante que la liberté de ces combattants du peuple, il y a la défense de la cause qui les a amenés à cette situation. ». A la mi-août, 3 paysans, dont un père et son fils, ont été tués par la police en hélicoptère alors qu'ils travaillaient dans les champs à la suite d'une lâche opération de répression. Ces meurtres barbares sont un exemple des tentatives de l'État brésilien pour intimider les luttes du peuple au Brésil.

ÉQUATEUR : MOUVEMENT POPULAIRE CONTRE LES PROJETS MINIERS ET LA RÉPRESSION DANS LA PROVINCE DE BUENOS AIRES

Les 28 juillet et le 5 août, les paysans ont repoussé un contingent de policiers et de hauts fonctionnaires de la société minière Hanrine, qui exploitent ensemble les ressources naturelles de la province équatorienne de Buenos Aires, contre la volonté des paysans et des habitants de la région. Ces derniers mois, tant l'entreprise que l'appareil répressif ont voulu recruter des jeunes et des habitants dans le but de dresser les masses contre les masses. Un employé de Hanrine a poignardé, sur ordre de son employeur, un paysan de la région. Les habitants ont protesté contre ce crime et ont déclaré qu'ils ne permettraient pas l'exploitation de leurs terres et l'agression des leurs. En outre, ils ont déclaré tous les hauts fonctionnaires et

les personnes qui collaborent avec la méga entreprise comme «personas non grata». Des piquets de grève seront mis en place et les agents de la compagnie minière ne seront pas autorisés à circuler librement dans la communauté.

PHILIPPINES : UN CAPORAL DE L'ARMÉE TUÉ APRÈS AVOIR PARTICIPÉ À DES MASSACRES DE PAYSANS

Une unité de la NPA (Nouvelle Armée Populaire, l'organisation révolutionnaire armée des masses philippines) a puni un soldat impliqué dans le massacre et les multiples arrestations et détentions des paysans Tumandok (minorité ethnique aux Philippines). Les révolutionnaires ont justifié leur action dans un communiqué : « Le caporal Villasis est une cible légitime de l'action militaire de la NPA car, en plus d'être un membre des Forces Armées Philippines en opération offensive, il est armé et impliqué dans des crimes odieux contre la population. Certains d'entre eux sont les suivants : depuis juin 2020, le Cpl Villasis et ses collègues campent au centre du barangay (quartier, village aux Philippines) Lahug, occupent l'école et la salle polyvalente du barangay, surveillent et harcèlent les mouvements des résidents ainsi que leur routine, les intimident pour les forcer à se rendre aux militaires et à se déclarer contre la NPA. »

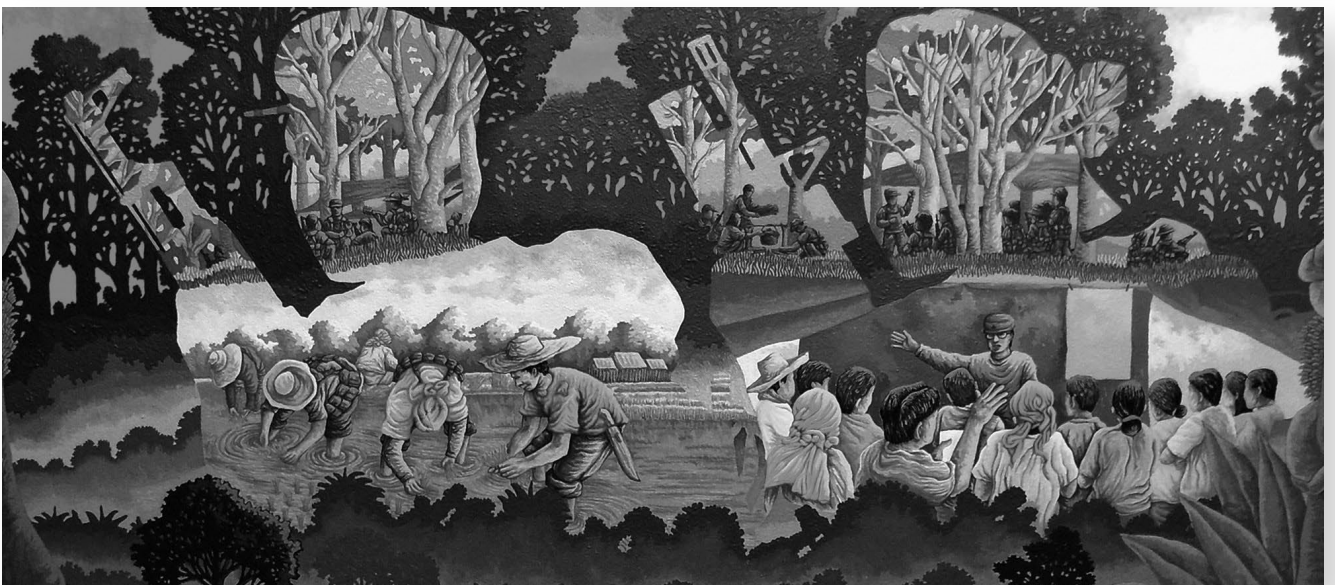
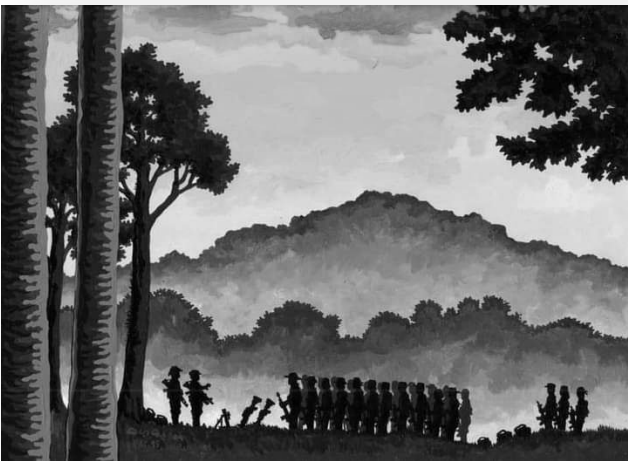
TURQUIE : LE FESTIVAL ANNUEL MUNZUR POUR LA CULTURE ET LA NATURE A EU LIEU

Dans la région de Dersim, les révolutionnaires ont organisé avec succès un festival pour la Culture et la Nature. Des journaux et des tracts ont été distribués aux masses, des réunions de village ont été organisées, de la musique révolutionnaire a été jouée, et en plus de l'agitation révolutionnaire, les tombes des martyrs de la révolution tombés au combat ont été visitées. L'État turc a tenté d'empêcher l'organisation du festival et l'opposition des masses à un projet d'irrigation qui menace les terres des paysans pauvres de la région, mais en vain.

PHILIPPINES : UN ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE ASSASSINÉ

Parts Bagani, artiste révolutionnaire philippin né en 1967, a été assassiné dans la ville de Cotabato le 16 août 2021 alors qu'il était désarmé et ne pouvait pas se défendre. Ce sont des agents criminels du régime du président Duterte qui l'ont tué par balles. Parts était un artiste au style unique qui exprimait à travers ses œuvres la lutte du peuple philippin. Il avait pris le nom de guerre « Bagani » en référence à un guerrier Lumad (minorité ethnique des Philippines) auquel il avait juré de ressembler en servant le peuple. Nous partageons dans ce numéro certaines de ses œuvres.





LA CRISE DU COVID, PRÉTEXTE AU RENFORCEMENT DE L'OPPRESSION PATRIARCALE SUR LES FEMMES DES MASSES

L'Organisation Internationale du Travail (OIT), la branche de l'Organisation des Nations Unies (ONU) dédiée aux questions de l'emploi dans le monde, a annoncé cet été que les femmes avaient été plus touchées que les hommes par les licenciements et les réductions d'heures depuis le début de la pandémie de COVID dans le monde.

En effet, c'est 4,2 % de l'emploi féminin dans le monde qui a été tout bonnement supprimé en 2020, contre 3 % pour les hommes. Surtout, là où le nombre est revenu cette année à son niveau de 2019 pour les hommes, ce ne sera pas le cas pour les femmes. A travers le monde, ce sont 13 millions de femmes qui sont jetées dans le chômage durable, leurs emplois purement et simplement détruits. L'équivalent de la population de la Guinée ou de la Belgique. C'est sur le continent américain que cette destruction des emplois féminins est la plus élevée, avec 9,4 % de femmes en moins sur le marché du travail par rapport à la situation pré-pandémie. La situation touche le monde entier, mais est particulièrement désastreuse dans les pays opprimés, où les États n'ont pas eu la possibilité de « soutenir l'économie » depuis le début de la pandémie.

Au delà de la perte sèche d'emplois, ce sont aussi les femmes qui ont été les plus touchées par les pertes de salaire, les réductions forcées d'heures... En somme, la crise économique commencée fin 2019 a conduit à un énorme renforcement de l'exploitation des femmes à travers le monde entier. C'est la conclusion glaçante que l'on peut faire face à ce rapport de l'OIT.

QU'EST-CE QUE CELA VEUT DIRE POUR LES FEMMES DES MASSES ET DU PROLÉTARIAT À TRAVERS LE MONDE ?

Premièrement, les conséquences directes de cette situation sont le renforcement de la misère des femmes les plus pauvres, et de leur position de main d'œuvre corvéable pour les bourgeois. Les prolétaires au chômage sont forcées d'accepter n'importe quel poste afin d'obtenir un salaire et de survivre.

Deuxièmement, c'est l'accentuation du travail impayé des femmes. Dans tous les pays, les femmes sont reléguées aux tâches domestiques dans le cadre du patriarcat. Ainsi, cette destruction d'emplois est tout à fait arrangeante pour ceux qui défendent des mots d'ordre réactionnaires comme la relégation des femmes à la gestion du foyer. Cette situation touche avant tout les femmes du prolétariat partout dans le monde, et des masses opprimées, comme les paysannes. En effet, nombreuses d'entre elles en Asie, Afrique, Amérique du Sud etc. étaient semi-prolétaires : elles s'employaient pour un salaire à la ville une partie de l'année, et revenaient travailler au champ lors des saisons de semence et de récolte. Avec

la destruction des emplois, cette situation devient impossible ou précaire, et c'est la misère qui guette. Que ce soit lors des guerres ou des crises financières et économiques, la dynamique du capitalisme en crise entraîne toujours avec lui une augmentation de l'oppression faite aux femmes. Ainsi, lors du krach de 2008-2009 aux États-Unis, les femmes prolétaires célibataires avaient fait partie des plus touchées par la crise du logement. Nous voyons le même genre de phénomènes aujourd'hui partout dans le monde.

Alors que les droits des femmes sont attaqués dans de nombreux pays, la pandémie sert donc de prétexte à l'exploitation renforcée des femmes des masses populaires dans le monde entier. La crise économique qui touche le capitalisme-impérialisme partout conduit à des attaques répétées sur tous les aspects de la vie des femmes : leur accès au travail, à l'indépendance, à leurs droits politiques démocratiques, à la protection contre les violences etc. Ainsi, il n'est pas étonnant de voir tous ces sujets être liés lors des manifestations de masses de femmes. Par exemple, lors de la marche des femmes au Pakistan en 2021, le slogan #PatriarchykaPandemic, en français « Une Pandémie de Patriarcat » a été mis en avant par les manifestantes. Face au patriarcat, cet ennemi mortel, c'est la lutte unie des masses pour leur libération qui est le seul remède.



LA CAUSE DU PEUPLE : DÉVELOPPEMENT DE NOS TABLES DE PRESSE

Depuis plusieurs semaines, la diffusion de La Cause du Peuple s'est enrichie de tables de presse hebdomadaires tenues par des Jeunes Révolutionnaires. Celles-ci permettent de diffuser le média et de le rendre connu d'un nombre toujours plus grand de personnes. En effet, La Cause du Peuple est un journal de masse, c'est-à-dire qu'il se veut l'outil des masses populaires de France afin de défendre la nécessité d'une révolution socialiste dans ce pays. Dans cet objectif, le rendre connu du plus grand nombre, améliorer sa diffusion et sa ligne en direction des masses... tout cela fait partie de nos tâches de révolutionnaires.

De plus, ces tables de presse permettent de sortir le média aux yeux des masses, et d'enrichir nos numéros de retours critiques. Ils sont l'occasion pour les Jeunes Révolutionnaires d'apprendre ce qui intéresse les masses, ce qui les lie à la politique révolutionnaire... Ainsi, nous renforçons la présence de nos idées et d'un média révolutionnaire dans nos quartiers et parmi le prolétariat. La Cause du Peuple, c'est aussi un média indépendant, qui ne reçoit pas un centime de l'État, et qui tient donc sa diffusion de la volonté des militantes et militants qui le diffusent chaque mois.

Si vous souhaitez vous impliquer dans la diffusion de notre média, à travers les tables de presse ou d'une autre manière, contactez-nous à l'adresse suivante : causedupeuple@protonmail.com



ABONNEMENT / CONTACT

Contactez-nous si vous souhaitez :

- > Envoyer un article / une production artistique
- > Donner votre avis / faire des propositions
- > Diffuser le journal dans votre quartier

causedupeuple@protonmail.com




 @cause_du_peuple

**ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA
POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !**